

L'itinérance à Montréal Au-delà des chiffres

Après avoir vérifié
l'absence de
personnes dans
l'appartement, les
services de
protection civile
ont fermé la porte
à clé.

PERTE FERMÉE EN
PERSONNAGE,
DASLEPPR LA RUE
SAINT COLAS.

Document officiel
à caractère administratif
N° 123456789
Date de publication : 2023-10-27
Version : 1.0

SOMMAIRE

9



AUTOCHTONES

Les différents visages
de l'itinérance à Montréal.....3

3 000 ou 30 000 sans-abri ?4

Les aînéEs de la rue
Une réalité nouvelle pour certains,
un phénomène qui s'aggrave pour d'autres6

Identité sexuelle et de genre
Quand la discrimination mène à la rue8

Autochtones
Une itinérance systémique
en marge du centre-ville9

Sud-Ouest et Verdun
La richesse fait la chasse à la pauvreté12

Côte-des-Neiges
Une itinérance cachée mais bien réelle.....14

L'itinérance jeunesse dans l'Ouest-de-l'Île
La réalité d'une dispersion.....16

Hochelaga-Maisonneuve
Au carrefour des nouveaux
et des anciens résidents17

Mercier
L'itinérance s'étend vers l'est.....19

Plateau-Mont-Royal
Une itinérance tolérée,
mais pour combien de temps ?20

Rosemont-La Petite-Patrie et Villeray
L'instabilité résidentielle
et l'itinérance montent vers le nord22

L'itinérance des personnes mineures
Des fugues révélatrices d'un mal-être24

Jeunes sans abri, en difficulté, sans domicile fixe
Enjeux de définitions,
de dispersion et d'invisibilisation26

Changer notre regard sur l'itinérance.....28

Une approche globale essentielle
pour faire face à l'itinérance30

17



HOCHELAGA-MAISONNEUVE

26



JEUNES

Remerciements

Le RAPSIM tient à souligner l'investissement dans la production de *L'itinérance à Montréal - Au-delà des chiffres* de Richard Bousquet, journaliste, France Labelle du Refuge des jeunes de Montréal, Micheline Cyr de L'Auberge Madeleine, Julien Montreuil de l'Anonyme, Claude Majeau, photographe et celui des différentes personnes qui ont rédigé des textes et contribué à alimenter le contenu de ce document.

Publication

RAPSIM, mars 2016
ISBN : 978-2-9802286-6-7 (imprimé)
ISBN : 978-2-9802286-7-4 (en ligne, pdf)
Dépôt légal-Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2016

Édition des textes

Richard Bousquet
Révision des textes
Myriam Lafrenière

Infographie

Fleur de lysée design graphique

Impression

Le Groupe Communimédia inc.
Photos de la page couverture
et du dos
Alain Décarie

Le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) existe depuis 1974. Il est formé de plus de 100 organismes venant en aide aux personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être.

RAPSIM

1431, rue Fullum, bureau 203
Montréal H2K 0B5
Tél 514 879-1949
info@rapsim.org
www.rapsim.org

Suivez-nous



LES DIFFÉRENTS VISAGES DE L'ITINÉRANCE À MONTRÉAL

Pierre Gaudreau

Il y a plus de 40 ans, des responsables de L'Accueil Bonneau, de la Maison du Père et de quelques autres organismes ont créé le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM), avec pour mission «de venir en aide aux clochards alcooliques du bas de la ville».

Ces organismes phares du milieu de l'itinérance sont tout autant nécessaires qu'en 1974 et l'existence de ces « clochards » toujours réelle, mais les réalités de l'itinérance se sont diversifiées, tout comme celles du réseau des organismes intervenant auprès des personnes en situation d'itinérance. Le RAPSIM a produit cette publication pour témoigner de l'ampleur de ces réalités.

Les visages de l'itinérance sont toujours aussi nombreux dans différents secteurs du centre-ville mais sont plus variés, avec des hommes de plus en plus vieux. Il y aussi de nombreuses femmes vivant différentes réalités de l'itinérance, dans les quartiers centraux comme ailleurs à Montréal, même si parfois on ne les voit pas.

Au centre-ville, mais aussi sur le Plateau et dans le Sud-Ouest, l'itinérance de personnes inuites et issues des Premières Nations s'est développée dans les années 2000.

De plus en plus de personnes immigrantes ou issues de l'immigration cognent à la porte des ressources, et un grand nombre se retrouve aussi sur le mince fil qui les sépare de la rue. L'itinérance des jeunes s'est transformée mais demeure un problème majeur, constaté jusque dans l'ouest de l'île.

Tout en voulant exprimer un large panorama de l'itinérance à Montréal, ce document ne prétend pas tout couvrir; cela est impossible, considérant la diversité des populations touchées par le phénomène.



Cette publication a notamment été développée en partant d'un traitement des réalités par quartier. Cette approche permet d'illustrer que l'itinérance est constatée et vécue dans différents arrondissements, qu'elle y est nommée comme une réalité et un enjeu par différents organismes, par les services sociaux, par la police et les éluEs. Elle permet de bien faire voir la diversité des situations, leur complexité, leur caractère parfois bien visible, mais souvent invisible ou presque.

Le travail des organismes permet d'éviter à de nombreuses personnes de basculer dans la rue.

Pierre Gaudreau est coordonnateur du RAPSIM.



PHOTOS CLAUDE MAJEAU



3 000 ou 30 000 sans-abri ?

Pierre Gaudreau

Au début du mois de juillet 2015, les résultats du «premier» dénombrement mené à Montréal étaient rendus publics. « Enfin, un chiffre précis », se sont réjouis bien des journalistes et le maire Coderre, qui avait commandé l'exercice: 3 016 personnes avaient été recensées comme étant en situation d'itinérance le 24 mars 2015.

Le RAPSIM avait souligné dès le départ les limites d'un tel exercice, l'itinérance se vivant de différentes façons et n'étant pas une situation permanente pour un grand nombre de personnes. Au dévoilement des chiffres, le RAPSIM a souligné le caractère restreint des résultats, un constat partagé par un grand nombre d'acteurs concernés.

La méthodologie du dénombrement de type *Point in time*, ou « à soir on sort et on compte », permet d'établir un portrait instantané des réalités constatées à ce moment. Ce

type de recensement répond au besoin d'avoir un chiffre « précis », mais il ne permet pas d'établir un portrait juste de l'itinérance, ni du nombre d'itinérantEs, ni de leurs différentes réalités.

Il faut revenir à ce qu'est l'itinérance pour comprendre les limites d'un exercice visant à la chiffrer à un moment précis.

Définir l'itinérance

Selon la [Politique nationale de lutte contre l'itinérance](#) adoptée au Québec en 2014, « l'itinérance désigne un processus de désaffiliation sociale et une situation de rupture sociale qui se manifestent par la difficulté pour une personne d'avoir un domicile stable, sécuritaire, adéquat, salubre en raison de la faible disponibilité des logements ou de son incapacité à s'y maintenir et, à la fois, par la difficulté de maintenir des rapports fonctionnels, stables et sécuritaires dans la communauté ».

Cette définition illustre bien la réalité complexe qui caractérise l'itinérance. La politique adoptée au Québec

Cette boîte de rangement dans le parc Jarry a servi de résidence à Réal qui n'a pas été recensé. Il est maintenant paralysé à la suite d'un accident survenu dans le temps des Fêtes. Il est à l'hôpital mais son sac de couchage est toujours là.



PHOTO ALAIN DÉCARIE

reprend aussi l'analyse du phénomène selon trois types d'itinérance : situationnelle, cyclique et chronique.

L'itinérance est vécue de façon différente selon les personnes, selon le sexe et l'âge, et ces différences se reflètent dans les limites de ce genre de dénombrement. Celui-ci se concentre sur les personnes en situation d'itinérance *chronique*, qui fréquentent la rue et les ressources. De ce fait, il donne un portrait qui minimise les autres catégories.

Combien d'oubliés ?

Au premier rang de ces catégories sous-estimées : l'itinérance des femmes. Les femmes sans domicile fixe vont moins vivre dans la rue que les hommes, ce que le dénombrement a bien sûr confirmé, tout comme leur présence en grand nombre dans les centres d'hébergement. Par ailleurs, tous les jours à Montréal, les ressources doivent refuser des femmes et ne peuvent ainsi répondre à l'ensemble des besoins. Beaucoup de femmes se retrouvent ailleurs, hébergées pour un soir ou quelques jours par des amiEs, des ex-conjoints, des clients, sans l'assurance d'un toit stable, vivant souvent des situations dangereuses.

De nombreux jeunes passent aussi sous l'écran radar d'un tel dénombrement. Tout en étant sans domicile fixe, ils se retrouvent pour quelques soirs à partager une piaule, à cinq, 10 ou 15 personnes. Enfin, une autre facette de l'itinérance sous-estimée par le dénombrement est celle des immigrantEs, des réfugiéEs et des sans-papiers qui se retrouvent à vivre sur le divan des autres, en *couchsurfing*, ou en surpeuplement dans des logements trop petits et inadéquats. Une situation constatée notamment dans Côte-des-Neiges, mais vécue aussi ailleurs.

15 000 personnes en 1998...

Le recensement des sans-abri piloté par Louise Fournier en 1998 – exercice basé sur la fréquentation des ressources durant un an – en arrivait à établir à 15 000 le nombre d'itinérants à Montréal. Or, près de 20 ans plus tard, les ressources pour hommes et pour femmes constatent un accroissement de l'itinérance dans différents quartiers montréalais, particulièrement chez les personnes âgées, les personnes issues de l'immigration et les Autochtones.

L'itinérance ne se limite pas aux 3 106 personnes recensées en mars 2015. Les promoteurs de ce plan avancent eux-mêmes que ce nombre doit au moins être multiplié par cinq pour tenir compte des situations d'itinérance réelles mais non dénombrées. Est-ce par 5 ou par 10 qu'il faut multiplier le résultat du dénombrement pour avoir un portrait juste de la réalité sur une année ?

- Au [Refuge des jeunes de Montréal](#), on a compté 28 jeunes hommes en situation d'itinérance, alors qu'en 2014-2015, 632 jeunes hommes différents ont été accueillis, soit 22 fois plus.
- Dans Côte-des-Neiges, on a dénombré cinq sans-abri. Pourtant, les policiers du secteur en ont identifié plus de 40 dans les carnets des patrouilleurs.
- [L'Auberge Madeleine](#), dont les 26 chambres sont toujours occupées, refuse des femmes tous les soirs faute

UN AUTRE PORTRAIT DE L'ITINÉRANCE

En décembre 2014, le gouvernement du Québec a publié le [Premier portrait de l'itinérance au Québec](#). Celui-ci se basait sur l'analyse de la fréquentation annuelle des ressources pour sans-abri au Québec, incluant des données importantes sur le profil des personnes. Comme les ressources n'existent pas partout dans la province, ce portrait évitait les écueils du « portrait d'un soir ». Le portrait du gouvernement du Québec incluait aussi, avec raison, les indicateurs de risque d'itinérance, soit les problèmes de pauvreté, d'insécurité alimentaire et de logement.

de place; or les enquêteurs ont rencontré six femmes lors de leur passage, ne comptant que celles-ci.

- [L'Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île](#) a procédé à 59 accompagnements de jeunes vers des centres d'aide, cette partie de Montréal étant dépourvue de ressources. On y voit pourtant de plus en plus de situations d'itinérance.

Un enjeu de ressources

Le [dénombrement](#) mené en mars 2015 par le Mouvement pour mettre fin à l'itinérance était l'étape clé de son plan pour mettre fin à l'itinérance telle qu'on la connaît. L'enjeu du dénombrement était majeur, puisqu'il était vu par ce mouvement comme le guide pour ajuster les ressources destinées aux itinérants. En négligeant le travail de prévention en amont, en se concentrant sur des actions qui ne visent qu'une portion restreinte de la population itinérante et en privilégiant une seule approche d'intervention, celle du *Housing first*, ce plan ne pourra endiguer l'accroissement du phénomène.

Pierre Gaudreau est coordonnateur du RAPSIM.

UN DÉNOMBREMENT CRITIQUÉ AU CANADA ANGLAIS

Critique du dénombrement dans le rapport des groupes canadiens au Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU dans le cadre de la comparation du Canada les 24 et 25 février 2016 à Genève :

« Le gouvernement canadien a annoncé la mise en place d'un dénombrement de type *point-in-time* des personnes dormant dans la rue ou dans les refuges comme un moyen d'alimenter les politiques publiques à mener. De tels dénombrements sous-estiment généralement l'itinérance et échouent dans le fait d'appréhender l'itinérance cachée, en particulier celles des femmes, enfants et jeunes. Ces échecs dans l'identification des causes systémiques de l'itinérance ont faussé les réponses politiques au phénomène de l'itinérance. »

Une réalité nouvelle pour certains, un phénomène qui s'aggrave pour d'autres

Anne Bonnefont

La présence de personnes âgées et itinérantes est de plus en plus fréquente à Montréal, selon la plupart des organismes intervenant auprès des hommes comme des femmes depuis plusieurs années. Deux parcours se dégagent : celui des gens qui ont vieilli dans la rue, connus de longue date par les intervenants sociaux, et celui des personnes qui sombrent dans l'itinérance à un âge avancé.

La résidence pour aînés de la rue de la [Maison du Père](#) existe depuis 26 ans. L'accompagnement des personnes vieillissantes n'est donc pas nouveau, mais l'enjeu se complexifie et s'aggrave. La résidence compte désormais 78 chambres, et une liste d'attente. Même son de cloche du côté des ressources pour femmes itinérantes. Il y a 15 ans, 10 % des femmes fréquentant [l'Auberge Madeleine](#) avaient 50 ans et plus; aujourd'hui, on parle de 46 % des femmes. L'organisme [La Rue des Femmes](#),

Richard n'aura passé que trois jours dans la rue, suffisamment de temps cependant pour trouver ça « très dur ».



PHOTO ANNE BONNEFONT

qui gère notamment la Maison Jacqueline, rue Wolfe, où les femmes peuvent trouver un accueil de jour et un lit d'urgence, recense une moyenne d'âge de 50 ans, et une tendance là aussi au vieillissement qui s'accroît d'année en année.

Vieillesse accélérée

Vivre dans la rue et dans la précarité accélère le vieillissement. Les itinérantEs âgéEs connaissent davantage de problèmes de santé et plus tôt que le reste de la population. Ces problèmes peuvent rapidement s'aggraver car suivre un traitement, se présenter aux rendez-vous médicaux, ou même avoir simplement accès aux soins nécessaires représentent un défi majeur pour les personnes itinérantes. De nombreux hommes âgés se retrouvent dans le centre-ville pour bénéficier des services de la Maison du Père, située à quelques pas de l'hôpital Saint-Luc.

Vivre l'itinérance, c'est être confronté à la violence, à la solitude, à l'extrême précarité, à un très grand stress quotidien. C'est être en mode survie, chercher un endroit où dormir et de quoi manger chaque jour, être aux prises avec une dépendance ou plusieurs et se retrouver en mauvaise santé en raison de ces conditions de vie. L'itinérance affecte le corps et l'esprit. [Les personnes qui vieillissent dans la rue présentent des signes physiologiques et cognitifs similaires à des personnes qui ne sont pas en situation d'itinérance ayant en moyenne 10 ans de plus qu'elles¹](#). Les hommes et les femmes en situation d'itinérance semblent plus vieux et développent, déjà à partir de 50 ans, des problèmes de santé physique occasionnant une perte d'autonomie.

Résidence pour aînés de la rue

Beaucoup d'hommes âgés viennent au refuge de la Maison du Père (la moyenne d'âge y est de 48 ans) car il ouvre ses portes plus tôt que les autres, soit dès 14 heures, ce qui permet aux aînés de se mettre à l'abri du froid ou de la chaleur plus rapidement. La possibilité d'intégrer la résidence pour aînés de la rue est aussi un facteur qui les attire. La résidence J.A. de Sève accueille les hommes de 55 ans et plus en perte d'autonomie pour des séjours qui durent généralement plus de quatre ans. La moyenne d'âge y est de 66 ans, ce qui est relativement jeune pour une résidence de personnes âgées. Mais pour Martin Raymond, son coordonnateur, le personnel fait face aux mêmes défis que les résidences où la moyenne d'âge est de 80 ans, en raison du vieillissement accentué et prématuré des

personnes ayant connu l'itinérance. L'organisme doit aussi fournir du matériel spécialisé comme des fauteuils ou des déambulateurs et développer des services spécifiques liés à la perte d'autonomie des personnes.

Aux problèmes de perte d'autonomie s'ajoutent les maladies comme le cancer, le diabète, la cirrhose, l'hypertension et l'hypotension, des maladies qui s'aggravent très vite en l'absence de prise en charge médicale. « *Dans la rue, il est quasiment impossible de suivre un traitement; les gens sont trop désorganisés et aux prises avec d'autres enjeux. Ils n'ont pas de téléphone, pas d'agenda, ils ne se rendent pas aux rendez-vous*, constate Jessica Richard, infirmière à la résidence. *Et ils attendent vraiment au dernier moment avant de chercher de l'aide ou de solliciter des services.* » Du coup, quand ils arrivent, le mal a déjà progressé. C'est souvent au bout de quelque temps que les intervenants se rendent compte de la gravité de l'état de santé des résidents, comme si une fois admis, le corps relâchait ses mécanismes de défense. Un homme a été ainsi admis et son diabète sévère s'est révélé un mois après son arrivée, comme si la maladie avait été mise en hibernation pour affronter la rue.

L'itinérance tardive

Les organismes reçoivent de plus en plus d'hommes et de femmes âgés qui n'avaient pas connu l'itinérance auparavant. Cette réalité montre bien la précarisation croissante d'une partie de la population, sur le fil de l'itinérance, qui bascule quand une difficulté survient. La perte du conjoint ou de la conjointe est souvent nommée comme l'un des facteurs majeurs précipitant des personnes âgées dans la rue. Si un couple vivait avec des revenus très modestes et que l'un des deux décède, il devient difficile voire impossible de payer l'appartement. Faute d'un réseau familial ou social suffisant, l'autre se retrouve à la rue. Les importantes augmentations de loyer et le manque d'accès à des logements abordables sont d'autres raisons souvent avancées, tout comme le faible niveau de revenu, les problèmes de santé mentale ou les dépendances.

Yvonne, une femme dans la soixantaine, est arrivée à la [Maison Marguerite](#) pour un premier séjour en hébergement d'urgence, après une hospitalisation pour dépression majeure. Ayant occupé des emplois précaires toute sa vie, elle n'avait aucun investissement ou fonds de pension. Elle avait perdu son emploi et s'était retrouvée isolée après le décès de son mari. Bénéficiaire de l'aide sociale, elle a commencé à utiliser les banques alimentaires pour la première fois de sa vie. L'organisme lui a permis de se trouver un logement sécuritaire et correspondant à son revenu.

Richard fait aussi partie de ces personnes tombées en itinérance sur le tard. À 61 ans, c'est son problème de dépendance qui l'a mené à la rue. Presque tout son argent y passait et il s'est fait mettre dehors pour ne pas avoir payé son loyer. Il n'aura passé que trois jours dans la rue, suffisamment de temps cependant pour trouver ça « *très dur* ». Hébergé depuis cinq ans à la résidence



PHOTO ANNE BONNEFONT

pour aînés de la rue de la Maison du Père, il se promène quotidiennement dans le quartier et il lui arrive de passer devant son ancien appartement, ou devant le parc où il a passé ses nuits à dormir sous les arbres pendant son épisode d'itinérance.

Un électrochoc

Qu'en est-il des personnes ayant vécu plus longtemps dans la rue ? Pour Michel, c'est son 60^e anniversaire qui a été comme un électrochoc. « *Hôpital, prison, centre de désintoxication...* », tout cela fait partie de sa vie d'avant. Une vie d'instabilité et d'errance avec pour seul roc sa sœur, chez qui il résidait le plus souvent. À 59 ans, elle l'a mis à la porte en raison de sa consommation excessive. Il a ensuite connu une année à vivre et à dormir dans la rue, qui lui a semblé « *extrêmement longue* ». Michel a rapidement vu sa santé se détériorer. Puis il a décidé, le jour de son anniversaire, que sa situation n'avait pas de sens, qu'il avait besoin d'aller mieux. Cela fait maintenant trois ans que Michel est « *tranquille* », comme il dit, et qu'il va bien. Il s'étonne lui-même des talents créatifs qu'il a développés dans son nouvel environnement. Il s'occupe en créant des bijoux qu'il porte fièrement, peint et lit beaucoup. Il prend soin de sa santé et va à ses rendez-vous. Une toute nouvelle vie, en somme.

Anne Bonnefont est organisatrice communautaire au RAPSIM.

Michel a vécu et dormi dans la rue durant une année. Il a rapidement vu sa santé se détériorer.

1 Gonya, G. J., Mills-Dick, K., & Bachman, S. S. (2010). The complexities of elder homelessness, a shifting political landscape and emerging community responses. *Journal of Gerontological Social Work, 53*(7), 575-590.

Quand la discrimination mène à la rue

Bernard Saint-Jacques

Grâce son programme Travailleurs du sexe, le groupe [RÉZO](#), dans le Centre-Sud, a accompagné 568 personnes en 2014-2015 dans de multiples démarches, notamment par le travail de rue et un centre de soir qui leur est destiné. Sur ce nombre, 52 %, soit près de 300 personnes, se disaient sans domicile fixe. Ces personnes sont marquées «*par une instabilité permanente en regard du logement, des revenus (pauvreté), de la toxicomanie et de la santé mentale. [Elles] font face à une quadruple stigmatisation sociale reliée à l'itinérance, à l'homosexualité, au travail du sexe et à la toxicomanie*», peut-on lire dans le [mémoire](#) que le groupe a déposé à la Commission parlementaire sur l'itinérance au Québec, en 2008.

Le « Village », qui occupe une partie du Centre-Sud, est associé aux réalités des personnes lesbiennes, gais, bisexuels et transgenres, réunies sous le vocable LGBT. Celles-ci sont souvent présentées comme un bloc monolithique, malgré leur impressionnante variété. Derrière ces réalités, qui renvoient à l'orientation ou à l'identité sexuelle, ou encore à l'identité de genre, se cachent des populations en grande précarité. Les préjugés attribués à l'itinérance s'en trouvent renforcés et d'autres sources de discrimination s'ajoutent, surtout en ce qui a trait à l'apparence physique et à l'orientation sexuelle.

On trouve dans le village gai de nombreuses activités commerciales et d'inclusion aux réalités liées à l'orientation et à l'identité sexuelle ainsi que des ressources d'aide destinées aux LGBT. Si on présente ce quartier comme un lieu ouvert, les tensions demeurent tout de même vives avec les populations les plus vulnérables. « *La population du Village reconnaîtra au gai les difficultés vécues dans son passé, mais ne le stigmatisera pas moins parce qu'il traîne dans les rues ou qu'il fait du travail du sexe* », lance Claude Poisson, du programme Travailleurs du sexe à RÉZO.

Stigmatisation des personnes trans

À l'heure actuelle, il est difficile de donner un portrait juste de l'itinérance parmi les personnes LGBT. On sait toutefois que la discrimination à laquelle ces personnes sont exposées prend le plus souvent racine dans leur jeunesse, celle-ci étant liée à une non-acceptation de la situation au sein de la famille et de l'école, principaux lieux de socialisation.

Chez les personnes trans, certains facteurs de stigmatisation accompagnant l'identité de genre sont accentués en raison de l'apparence physique. « *Tant qu'on peut cacher son homosexualité, c'est encore une chance. Mais le transgenre passe moins inaperçu, ce qui le place davantage en situation précaire* », explique Camille, pair-aidante à [Action santé travesti\(e\)s et transsexuel\(le\)s du Québec \(ASTT\(e\)Q\)](#). Cette discrimination se fait particulièrement sentir lors de la recherche d'un logement, et plus encore d'un emploi.

Les personnes trans subissent aussi de la violence institutionnelle dans l'accès aux services, incluant de la violence

policière. « *Une personne trans battue et dépouillée de ses biens, qui se fait achalée et appelée par son nom légal par un policier alors quelle n'a pas pu encore changer ses papiers d'identité, subit une accumulation de types de violence* », déplore James Mckye, coordonnateur d'ASTT(e)Q.

Fait à noter, les intervenantEs rapportent, dans le *Guide pour l'inclusion des personnes transsexuelles dans les centres d'hébergement*, publié par ASTT(e)Q en 2013, une forte concentration de personnes trans issues de l'immigration ayant fui la violence dans leur pays.

Le travail du sexe a quitté la rue

Alors qu'il y a cinq ans elle se passait surtout dans la rue, la pratique du travail du sexe, assez courante chez les personnes LGBT itinérantes, se fait davantage sur internet ou dans différents établissements – salons de massage, saunas – en raison de l'imposante répression policière, des changements législatifs et de la perte de différents lieux de socialisation. Ainsi, l'intervention auprès des travailleurs du sexe LGBT est plus difficile dans la rue, et on observe à RÉZO une plus grande concentration de personnes au centre de soir. Plus de 7000 interventions ont été réalisées en travail de rue, mais surtout au local de RÉZO, en 2014-2015, contre 5580 l'année précédente.

À RÉZO, on souligne les effets de la reconnaissance des réalités des personnes LGBT les plus vulnérables, notamment auprès du Comité aviseur des partenaires du poste de quartier 22. Ces réalités sont aussi davantage abordées dans les milieux scolaire et médical. Pour les jeunes trans, par exemple, la détection et l'accompagnement se font plus tôt et de manière plus ouverte qu'auparavant.

Le phénomène trans est aussi beaucoup plus présent dans les médias, ce qui, par ailleurs, n'aurait pas que de bons côtés. « *Avant, les trans se perdaient plus dans la masse. Maintenant qu'on en parle, on voit aussi décupler les propos et gestes transphobes. Les trans se font plus remarquer dans la rue, avec les risques que ça peut occasionner pour leur sécurité* », déplore Camille, d'ASTT(e)Q.

Bernard Saint-Jacques est organisateur communautaire au RAPSIM.

Une itinérance systémique en marge du centre-ville

Anne Bonnefont

Le phénomène de l'itinérance autochtone à Montréal s'est particulièrement développé au centre-ville au début des années 2000. Fuyant la violence et la pauvreté, très présentes dans les réserves autochtones, tout comme l'insécurité alimentaire, un accès limité aux soins de santé de base et un fort taux de chômage, de nombreux Autochtones, InuitEs et membres des Premières Nations arrivent à Montréal pleins d'espoir. Ces personnes déchantent rapidement et aboutissent souvent dans la rue.

« Montréal n'est pas une ville accueillante pour les Autochtones, affirme Adrienne Campbell, directrice de l'organisme [Projets autochtones du Québec \(PAQ\)](#). Il y a peu de lieux positifs, la discrimination pour avoir accès à un logement ou à un emploi y est forte, sans parler de la barrière de la langue. » L'organisme PAQ, qui offre 36 lits pour hommes et 9 lits pour femmes, a servi une moyenne de 79 repas par jour en 2014-2015. Si une vingtaine de personnes venait y dormir la nuit il y a six ou sept ans, désormais, le refuge est souvent complet l'hiver. En outre, on y observe une forte augmentation du nombre de personnes venant du Nunavik.

Chez les populations autochtones, des membres d'une même famille – frères, sœurs, parents, cousinEs – se retrouvent souvent dans le même groupe, une particularité qui amène la directrice du PAQ à parler d'une itinérance « systémique ».

Les membres de la communauté peuvent facilement se retrouver au centre-ville, et c'est essentiellement ce qui les distingue des autres personnes en situation d'itinérance. Ils se retrouvent dans des lieux qui leur sont familiers, tels que le square Cabot ou les stations de métro Place-des-Arts et Atwater. Être dans un

lieu de passage en tout temps ou presque, comme c'est le cas dans le centre-ville, augmente leur sentiment de sécurité.

La plupart des ressources spécifiques, telles que PAQ, le Centre d'amitié autochtone ou encore le Module du Nord québécois, qui s'occupe de l'accueil des patientEs inuitEs, ont pris racine au centre-ville. D'autres ressources, comme Chez Doris, un refuge de jour pour femmes, y ont développé une intervention spécifique.

Le nombre d'Autochtones en situation d'itinérance est en croissance ces dernières années. Selon le recensement de 2006, les Autochtones représentaient 0,5 % de la population montréalaise, soit un peu moins de 10 000 personnes. Parmi elles, on compte environ un millier d'InuitEs¹. La nuit du 24 mars 2015, environ 300 Autochtones itinérants ont été recensés, dont 40 % d'InuitEs. Alors qu'ils représentent une faible proportion de la population globale à Montréal, les Autochtones sont aujourd'hui nombreux en situation d'itinérance, comme l'indiquent de nombreuses ressources.

Chez Doris, une quinzaine de femmes inuites participent à une activité de cuisine traditionnelle qui remonte leur moral et leur estime d'elles-mêmes.



PHOTO CHEZ DORIS

Dans le Rapport mondial sur le développement humain 2007-2008, le Canada se classait au quatrième rang sur 177 pays. L'indice de développement humain se fonde notamment sur l'espérance de vie, le taux d'alphabétisation et le niveau de vie des habitants d'un pays donné. Cependant, lorsqu'on évalue les populations autochtones du Canada selon ce même indice, elles se retrouvent au 68^e rang. Cette différence de classement met en lumière les mauvaises conditions de vie dans les réserves autochtones. Leurs membres fuient souvent la surpopulation de ces réserves, due à la forte croissance de leur population et à un manque chronique de logements. Se crée ainsi un phénomène d'itinérance cachée, c'est-à-dire que les gens passent d'un logement surpeuplé à l'autre, jusqu'à épuiser finalement tout leur réseau et à se retrouver dehors, avant de partir pour Montréal ou une autre ville.

L'héritage des pensionnats autochtones fait aussi partie des causes du problème. Certaines personnes en situation d'itinérance aujourd'hui sont des victimes de cette époque des pensionnats, qui visaient l'assimilation des Autochtones, où les enfants étaient retirés de leur famille, coupés de leurs racines. Ces enfants ont souvent été victimes de violences et d'agressions, traitements qu'ils ont



PHOTO ALAIN DÉCARIE

parfois infligés, une fois adultes, à leurs propres enfants. Il existe ainsi au Québec et au Canada « un contexte historique particulier dont on ne peut faire l'économie » quant aux impacts d'un véritable « traumatisme intergénérationnel »².

Les femmes autochtones itinérantes sont plus nombreuses proportionnellement que dans le reste de la population itinérante. Chez les InuitEs en particulier, on constate un nombre équivalent de femmes et d'hommes. Chez Doris, 2 218 visites ont été effectuées par des femmes inuites en 2014-2015, ce qui représente 12 % du total des visites, et cette fréquentation est en croissance. Devant cette situation, l'organisme a recruté une intervenante inuite, Tina Pitsukie, avec le soutien de la Société Makivik, afin de répondre aux besoins spécifiques de cette population.

Avoir dans l'équipe une agente issue de la même communauté assure une meilleure communication avec les participantes. C'est également un gage de confiance pour les personnes en cheminement, qui évitent ainsi les nombreux décalages et malentendus de source culturelle. Les Autochtones n'ont, en effet, souvent pas la même compréhension du temps, de la santé, des services, des lois, et ont toujours un réflexe collectif quand il s'agit d'intervention. « *La communauté est essentielle, tout comme leur culture, leur identité; il faut donc développer des activités collectives et qui les valorisent* », affirme Tina. Elle anime d'ailleurs une activité très populaire de cuisine traditionnelle, réservée aux femmes inuites, à laquelle participe une quinzaine de femmes. Ce genre d'activité remonte leur moral et leur estime d'elles-mêmes.

Les femmes inuites accueillies par l'organisme ont souvent perdu la garde de leurs enfants ou sont en voie de la

perdre. Tina rapporte ainsi l'histoire de Litia, dans laquelle de nombreuses femmes se reconnaissent. Litia a dû laisser ses enfants derrière elle, menacée par un conjoint violent. Arrivée à Montréal, elle s'est retrouvée assez vite aux prises avec la police, puis en prison durant plusieurs années sans savoir si ses enfants allaient bien ou non. Or, si au bout d'un an, la mère n'a pas donné de nouvelles à ses enfants, ceux-ci peuvent être placés par la DPJ. Mais comment maintenir des contacts quand on est en prison ? Ou quand on n'a pas accès à un service téléphonique ?

« CE N'EST PAS EN PLAÇANT LES PERSONNES EN LOGEMENT OU EN LES FAISANT RENCONTRER UN PSYCHOLOGUE QUE CELA VA FONCTIONNER. LES DIFFÉRENTES COMPOSANTES DE LA PERSONNE DOIVENT ÊTRE PRISES EN COMPTE », EXPLIQUE ADRIENNE CAMPBELL.

Outre la perte du lien familial, l'omniprésence de la violence est un point commun aux femmes autochtones en situation d'itinérance. Nombreuses sont celles qui viennent en ville pour fuir cette violence, mais elles se retrouvent malheureusement victimes de prédateurs à leur arrivée. Ceux-ci les abordent en proposant de les aider, en disant qu'ils vont s'occuper d'elles. Et c'est ainsi que certaines se retrouvent victimes de prostitution, d'agression, d'abus, logées dans l'appartement d'un proxénète et finalement jetées à la rue ou contrainte de s'enfuir. Elles cognent alors aux portes des ressources pour trouver de l'aide.

Intervenir auprès de la population autochtone en situation d'itinérance demande une intervention spécifique dite « holistique ». « *Ce n'est pas en plaçant les personnes en logement ou en les faisant rencontrer un psychologue que cela va fonctionner*, explique Adrienne Campbell. *Les différentes composantes de la personne doivent être prises en compte. Par ailleurs, pour un Autochtone, la guérison ne peut être que physique ou individuelle, d'où l'inadéquation de nos services de santé.* » PAQ a pour ambition de développer dans sa nouvelle structure un programme de guérison faisant appel à un personnel autochtone, ainsi qu'une formation adaptée. Appelée Ni-puketan, ce qui signifie « compétences de base », cette formation visera à donner aux Autochtones les outils nécessaires à leur intégration à Montréal, et faire en sorte que la rue ne soit pas leur seule option.

Anne Bonnefont est
organisatrice communautaire au RAPSIM.



Les Autochtones se retrouvent dans des lieux communs, tels que les stations de métro Place-des-Arts et Atwater.

¹ Des Inuits déracinés et itinérants, Donat Savoie, Revue Relations, décembre 2011.

² Personnes autochtones en situation d'itinérance : quelques pistes de réflexion, Carole Lévesque, Alexandre Germain, Julie Perreault, Anne-Marie Turcotte, Développement social, volume 11, numéro 3, Février 2011.

La richesse fait la chasse à la pauvreté

Karine Projean

L'itinérance s'est développée dans les quartiers du sud-ouest de Montréal –Griffintown, Saint-Henri, Pointe-Saint-Charles, Ville-Émard– et Verdun et les raisons en sont multiples. La construction de condos et l'arrivée d'une nouvelle population aux revenus supérieurs ont créé une surenchère et une rareté des logements locatifs, étouffant la population moins bien nantie. Le déplacement vers le Sud-Ouest de populations immigrantes et autochtones a aussi complexifié la situation pour les organismes communautaires qui leur viennent en aide.

Ces constats ressortent d'un [portrait de l'itinérance et de la précarité en logement dans le Sud-Ouest et Verdun](#) réalisé en 2015 par les intervenants des réseaux communautaires et institutionnels des deux arrondissements concernés. Cette démarche, effectuée en marge du dénombrement de l'itinérance de 2015, et se voulant un outil qualitatif, s'est échelonnée sur un an.

Si l'itinérance était autrefois limitée à l'homme isolé qui vivait avec des problèmes d'alcool, les quartiers reçoivent aujourd'hui des gens aux prises avec des problèmes de santé mentale, mais aussi de consommation. De plus, les gens qui perdent leur logement ont désormais tendance à rester dans le quartier qu'ils connaissent.

LES BANQUES ALIMENTAIRES REÇOIVENT PARFOIS DES PERSONNES QUI N'ONT PAS DE TOIT ET LES SERVICES DE LA VILLE VOIENT DES PERSONNES SE LAVER DANS LES SALLES DE BAIN DES ARÉNAS ET DES BIBLIOTHÈQUES.

« Avant, on avait une liste de maisons de chambres où diriger les gens lorsqu'ils étaient dans une situation critique en termes de logement, mais elles sont toutes en train de disparaître », déplore un intervenant du [POPIR](#), comité logement de Saint-Henri. Le phénomène de l'embourgeoisement a amené un changement quant à l'offre de logements dans le Sud-Ouest et Verdun. Alors que le nombre de ménages locataires a diminué de 0,1 % entre 2006 et 2011, le nombre de ménages propriétaires a bondi de 17,9 %. Pour l'arrondissement de Verdun seulement, 2 495 unités de condos ont été construites entre 2005 et

2013, selon le Service d'urbanisme de l'arrondissement. Les condos ont également été construits en grand nombre dans Griffintown et Saint-Henri. Le loyer moyen dans le Sud-Ouest et Verdun – excluant l'Île-des-Sœurs – a subi une hausse de 27 % entre 2005 et 2014, révèlent les données de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. L'augmentation du coût du logement se fait sentir dans tous les quartiers.

Dans le quartier de Pointe-Saint-Charles, cette augmentation a eu la conséquence suivante : le nombre de femmes à la tête d'un ménage locataire devant consacrer plus de 80 % de leur revenu au loyer a bondi de 60 % entre 2006 et 2011, comparativement à 20 % pour Montréal, selon des données du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

L'embourgeoisement fait aussi en sorte que plusieurs perdent leur camp. Le quartier Griffintown était depuis longtemps laissé à l'abandon. Des personnes qui fréquentent la [Maison Benoît-Labre](#), un centre de jour pour les personnes en situation d'itinérance et en précarité de logement, avaient planté leur tente au bord du canal, d'autres s'étaient installées dans l'ancienne usine Dow. En raison de la construction frénétique de condos dans le quartier et de la présence de l'École de technologie supérieure, qui achète plusieurs bâtiments pour y installer des laboratoires, ces anciens squats ont disparu. Il reste de moins en moins d'espace, et ceux qui restent sont étroitement surveillés.

Ceux qui tentent de sortir de la rue n'arrivent plus à trouver un appartement adéquat avec leur seul chèque d'aide sociale. Les logements trouvés sont souvent dans des maisons de chambres privées qui ont des problèmes de punaises, de salubrité et de voisinage. Les hommes et les femmes rencontrés ont souvent réaboué à la rue par la suite.

« Tout ce qui se construit en ce moment, ce ne sont pas des endroits qui profitent aux gens du quartier. On n'est pas la clientèle visée, on t'oublie dans la file d'attente et on te fait sentir que tu n'es pas le bienvenu », a exprimé une résidente de Saint-Henri aux auteurs du *Portrait de l'itinérance dans le Sud-Ouest*. Avec l'arrivée d'une nouvelle population plus favorisée, les intervenants notent des transformations dans le tissu social. Plusieurs personnes se questionnent sur le niveau de tolérance des nouveaux résidents du quartier.

1 Centre de santé et de services sociaux du Sud-Ouest-Verdun. 2014. *Portrait sociodémographique et socioéconomique de la population du territoire du CSSS Sud-Ouest-Verdun 2014*. Montréal, 164 p.

Ceux-ci semblent mal à l'aise devant la présence de personnes mendiantes ou itinérantes. L'intolérance les amène à faire davantage de plaintes aux autorités. L'arrondissement de Verdun a d'ailleurs enlevé les bancs publics aux abords de la station de métro De l'Église, sur lesquels des personnes en situation d'itinérance s'installaient pour dormir ou quêter, à la suite d'un nombre important de plaintes.

De plus en plus de femmes, avec ou sans enfants, fréquentent les banques alimentaires et utilisent les ressources d'hébergement, selon la cueillette de données ayant servi à faire le portrait de la situation. Les banques alimentaires de Verdun et du Sud-Ouest reçoivent parfois des personnes qui n'ont pas de toit, les services de la Ville voient des personnes se laver dans les salles de bain des arénas et des bibliothèques.

Le service de dépannage alimentaire de la Maison Benoît-Labre doit refuser plusieurs personnes chaque semaine, car sa liste d'inscriptions est remplie dès le lundi. La banque alimentaire de Partageons l'espoir a enregistré une augmentation de 40 % de sa fréquentation, particulièrement par des jeunes et des familles, peut-on lire dans son dernier rapport annuel. Selon l'organisme, cette augmentation démontre un appauvrissement de la population et un manque de ressources dans certains quartiers.

L'enquête a aussi permis de démontrer que les lieux de socialisation disparaissent. Les petits cafés, où autrefois les personnes allaient passer la journée contre un café à un dollar, sont remplacés par des cafés trois fois plus coûteux.

L'itinérance change aussi de visage; jeunes, vieux, personnes immigrantes et autochtones... Près du quart de la population du territoire est issue de l'immigration, selon le portrait sociodémographique et socioéconomique réalisé par le CSSS du Sud-Ouest et Verdun. Ce constat se reflète aussi au sein de la population itinérante et en situation de précarité.

Les Autochtones vivent déjà un déracinement en quittant le Nord québécois. La fermeture pendant un an du square Cabot, qui était leur point de rassemblement depuis 20 ans, a créé un double déracinement. Ceux qui fréquentaient le parc ne sont pas revenus après les rénovations, malgré les efforts de la Ville en ce sens, et se sont plutôt déplacés vers les autres quartiers, dont le Sud-Ouest. Le contact avec les policiers, les commerçants et les citoyens du quartier semble difficile. Les personnes autochtones en situation d'itinérance sont souvent peu enclines à fréquenter les ressources et vivent du racisme, de la stigmatisation à l'emploi, au logement et dans les autres sphères de leur vie.

Selon les intervenantEs d'organismes jeunesse rencontréEs, l'itinérance chez les jeunes est depuis quelques années de plus en plus liée à la santé mentale, alors qu'auparavant elle était plutôt liée au mouvement punk, contestataire et réfractaire à la vie en société. À [l'Auberge communautaire du Sud-Ouest \(ACSO\)](#), qui offre de l'hébergement à des jeunes en situation d'itinérance ou en situation précaire,



PHOTO POPHIRE

âgés de 18 à 30 ans, les résidents ayant des problèmes de santé mentale comptaient pour 61 % de la clientèle en 2014-2015 : une augmentation de 9 % par rapport à l'année précédente. Ils ne comptaient que pour 20 % en 2012-2013. Le taux d'occupation de la ressource est passé de 62 % pour l'année 2009-2010 à 87 % en 2013-2014.

Certaines personnes déménagent à LaSalle, Lachine et Saint-Pierre lorsqu'elles n'ont plus les moyens d'habiter dans les quartiers du Sud-Ouest et Verdun, selon les données de l'enquête. Or, en quittant leur quartier d'appartenance, où elles habitaient depuis de nombreuses années, ces personnes perdent leur réseau. Ne connaissant pas les ressources de leur nouveau quartier, ou simplement en l'absence de ressources, elles font le voyage, souvent à pied ou à vélo, pour aller vers celles qu'elles connaissent.

L'itinérance dans les quartiers du Sud-Ouest et Verdun, bien qu'elle soit de plus en plus visible dans l'espace public, reste une itinérance plus cachée qui se vit autrement qu'au centre-ville. La ligne est de plus en plus mince entre itinérance et précarité du logement et selon l'enquête menée dans nos quartiers, le phénomène de précarité ne cesse d'augmenter. Cette augmentation de la précarité risque malheureusement d'entraîner une augmentation de l'itinérance dans les prochaines années si aucune ressource additionnelle n'est mise en place.

Or, certains services manquent. À Verdun, par exemple, il n'y a pas de centre de jour ni d'hébergement, et peu de ressources d'aide alimentaire. Il y a peu de ressources à bas seuil, c'est-à-dire de ressources où la personne est acceptée peu importe son état.

Karine Projean est directrice générale de la Maison Benoît-Labre.

L'organisme Impact, un groupe d'aide en santé mentale, gère des appartements de transition dans le Sud-Ouest pour permettre à des personnes de développer leurs habiletés et leur autonomie.

Une itinérance cachée mais bien réelle

Bernard Besancenot

Les patrouilleurs du poste de quartier Côte-des-Neiges ont recensé, dans la dernière année, plus d'une quarantaine de personnes en situation d'itinérance, c'est-à-dire sans toit, été comme hiver. Ces personnes ont souvent des problèmes de santé mentale, dorment dans les stations de métro, dans les entrées de commerces ou encore près des guichets automatiques.

Les centres pour femmes reçoivent de plus en plus d'itinérantes qui ont faim, qui transportent des sacs lourds et qui demandent de ne plus leur envoyer de courrier sous prétexte que leur boîte aux lettres est brisée ou que leur appartement est en rénovation. Certaines d'entre elles doivent rester avec un conjoint violent et agresseur, ou s'acoquiner avec le premier venu afin d'avoir un toit pour l'hiver.

[L'Anonyme](#) et [Médecins du monde](#), qui viennent deux soirs par semaine dans le quartier, rencontrent de plus en plus de gens qui n'ont pas d'adresse. L'urgence de l'hôpital St. Mary's accueille des personnes de 70 à 80 ans qui viennent y passer la nuit, selon un médecin de l'endroit. L'Accueil psychosocial du CLSC voit de une à deux personnes sans adresse par semaine.

Il existe donc un contraste majeur entre la réalité vécue dans Côte-des-Neiges et les cinq itinérants identifiés dans le quartier à la suite du dénombrement effectué par la Ville de Montréal en mars 2015.

L'adaptation d'immigrantEs diplôméEs

Composé majoritairement d'immigrantEs de première ou de deuxième génération, Côte-des-Neiges est un quartier habité par des personnes issues de différentes cultures, un microcosme où divers langues et dialectes se côtoient. On y trouve plus de diplôméEs universitaires, mais aussi plus de personnes à faible revenu, qu'ailleurs à Montréal,

Côte-des-Neiges est un quartier habité par des personnes issues de différentes cultures, un microcosme où diverses langues se côtoient.



PHOTO CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE CDN



et près de 74 % des résidantEs y sont locataires.

La plupart des personnes immigrantes reçues ou réfugiées, après un temps d'adaptation plus ou moins long, trouvent une place au Québec et contribuent à son enrichissement. Le quartier connaît un fort taux de roulement : 51 % de la population a déménagé au cours des cinq dernières années. Les nouveaux arrivants peuvent profiter de la présence de nombreuses ressources et organismes dans le quartier, et rencontrer facilement des concitoyens issus du même pays ou de la même culture qu'eux. Une fois le temps d'adaptation passé, les familles ou les individus trouvent leur place et s'installent de façon plus durable.

Mais plusieurs nouveaux ménages arrivants font tout de même face à des difficultés d'intégration et d'accès à l'emploi qui entraînent des risques majeurs de pauvreté. Et parmi ces personnes plus fragiles, certaines se marginalisent et peuvent vivre des situations d'itinérance.

Le choc des cultures

Des conflits peuvent surgir en raison des différences entre les relations hommes-femmes ici et dans le pays d'origine. Certains couples se défont et des femmes sans formation professionnelle se retrouvent dans des conditions de vie difficiles. Des jeunes adoptent un style de vie occidental et se voient rejetés par la famille, qui se conforme à ses valeurs ancestrales.

Des gens qualifiés dans leur pays d'origine n'ont pas pu faire reconnaître leur expertise et leurs diplômes et doivent retourner à l'école et par-

des individus passent à travers ces épreuves et trouvent dans leur pays d'accueil une vie satisfaisante, certains se retrouvent laissés pour compte.

Logements insalubres

Certaines personnes logent dans des chambres infestées de punaises de lit, de moisissures, sans eau chaude et parfois sans porte qui ferme de façon sécuritaire. Ces conditions de « logement » s'accompagnent souvent de désaffiliation sociale, de rupture et de solitude, ces personnes n'ayant pas toujours le réflexe de fréquenter

La cafétéria communautaire MultiCaf a servi une moyenne de 255 repas par jour en 2014-2015 et plusieurs personnes en profitaient pour se doucher.

L'ABSENCE DE RESSOURCES D'HÉBERGEMENT D'URGENCE OU TRANSITOIRE OBLIGE LES PERSONNES ITINÉRANTES OU À RISQUE DE L'ÊTRE DE TROUVER DES SOLUTIONS ALTERNATIVES POUR NE PAS PASSER LA NUIT DANS LA RUE.

fois vivre de l'aide sociale. D'autres ont dû recevoir des soins de santé et les payer à cause du délai de carence de l'assurance-maladie... Autant de situations qui font que, si la plupart

les organismes communautaires et les services de santé.

En décembre 2015, l'arrondissement a fermé rapidement une maison de chambres pour des raisons

d'insalubrité et à cause de l'état lamentable de la bâtisse. Si certains locataires ont été relogés dans le quartier ou ailleurs, plus de la moitié des résidents de cette bâtisse n'ont plus été revus. Plus de 360 autres logements du quartier sont problématiques et au moins quatre autres maisons de chambres sont dans un état d'insalubrité extrême.

Les personnes en situation d'itinérance dans le quartier Côte-des-Neiges – québécoises d'origine ou issues de l'immigration – préfèrent généralement ne pas utiliser les services offerts au centre-ville. La diversité culturelle, la proximité des communautés d'origine auprès desquelles elles peuvent trouver une certaine solidarité, l'accès à certains services communautaires généraux sont des éléments qui plaisent aux résidentEs, même marginaliséEs, et qui les poussent à rester dans le quartier.

Le quartier manque de ressources

L'absence de ressources d'hébergement d'urgence ou transitoire oblige les personnes itinérantes ou à risque de l'être de trouver des solutions alternatives pour ne pas passer la nuit dans la rue. De nombreuses personnes partagent des chambres ou des petits appartements malgré les menaces d'expulsion dues aux conditions d'hygiène et à la dangerosité des lieux.

Seulement une intervenante pour les aînéEs et deux travailleurs de rue pour les jeunes sont sur le terrain. L'équipe du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) a un mandat à la grandeur d'un territoire plus vaste et ne peut s'investir pleinement dans le quartier. [La cafétéria communautaire MultiCaf](#) – qui offre aussi un service de banque alimentaire – a servi plus de 63 000 repas du midi en 2014-2015, pour une moyenne de 255 repas par jour, et plusieurs personnes en profitaient pour se doucher. Mais une fois les portes de l'organisme fermées, ces personnes sont livrées à elles-mêmes.

Bernard Besancenot est animateur et agent de liaison avec la communauté à MultiCaf.

L'itinérance jeunesse dans l'Ouest-de-l'île **LA RÉALITÉ D'UNE DISPERSION**

Benoit Langevin

Avez-vous déjà été itinérant ? La question a été posée à 30 jeunes fréquentant une école de l'Ouest-de-l'île destinée aux adultes. Personne n'a levé la main. Puis, la question a été reformulée : Au cours de la dernière année, avez-vous passé plus de 48 heures sans toit ? Les 30 jeunes ont alors levé la main. Certains ont dormi dans le stationnement de l'école, d'autres dans leur véhicule. D'autres encore se sont prostitués pour avoir un toit. D'autres résident avec sept colocataires dans un 3 et demi et doivent vendre de la drogue pour le compte du signataire du bail afin de garantir leur place. D'autres dorment temporairement sur le divan d'un ami, d'un oncle ou d'une tante. D'autres ont campé dans le parc-nature du Bois-de-Liesse, du Cap Saint-Jacques ou dans d'autres grands espaces verts jusqu'à ce que des surveillants les délogent. De ce groupe de jeunes, 80 % étaient des hommes ; 20 % des femmes.

Ce portrait est tiré d'une recherche exploratoire sur l'instabilité résidentielle réalisée en 2014 par l'organisme [Action jeunesse de l'Ouest-de-l'île \(AJOI\)](#) en partenariat avec l'UQAM et la Ville de Montréal. Cette recherche a permis de constater que le problème de l'itinérance cachée est bien réelle dans l'Ouest-de-l'île.

Au quotidien, les jeunes se débrouillent pour conserver leurs colocations temporaires ou vivent dans des conditions précaires de partage de logis. Les difficultés à trouver un logement à prix modique forcent un déracinement vers l'est. L'absence de ressources d'hébergement ou de centres de jour, et l'absence de banques de dépannage alimentaire accessibles en transport en commun sont également responsables de cet exode. Le manque de services de transport collectif accentue les difficultés de ces personnes vulnérables.

Les accompagnements vers le centre-ville ont augmenté de 35 % depuis trois ans pour des interventions liées à l'itinérance, constate l'organisme AJOI, qui a dirigé 133 personnes vers de l'hébergement d'urgence au centre-ville en 2014-2015. Durant cette période, 59 accompagnements vers des ressources dans le centre-ville ont pu être réalisés grâce au véhicule d'intervention.

La pauvreté dans l'Ouest-de-l'île ne s'évalue pas comme celle des autres arrondissements de l'île. Comme la pauvreté est dispersée en petites zones sur un vaste territoire, sa reconnaissance est un réel défi dans un contexte géopolitique de deux arrondissements et huit villes. Malgré l'apparence d'une situation sociale fort avantageuse, l'Ouest-de-l'île cache une réalité où 17 525 jeunes, soit 18 % des personnes de 0 à 34 ans, selon la Table de concertation jeunesse de l'Ouest-de-l'île, vivent dans des secteurs de défavorisation sociale et matérielle. C'est presque autant de résidents que dans la ville de Kirkland au grand complet.

Sans centre de jour ou ressource d'hébergement, impossible de mesurer l'ampleur du problème. Les exercices tels que Je compte Montréal 2015 sont très difficiles à effectuer en deux jours pour une zone qui représente le tiers de la ville en superficie. Il faut établir au préalable un lien de confiance pour la voir, mais l'itinérance dans l'Ouest-de-l'île est bien réelle.

Benoit Langevin est directeur général de l'organisme Action jeunesse de l'Ouest-de-l'île.

Au carrefour des nouveaux et des anciens résidents

Julien Montreuil

Certaines personnes aiment bien qu'Hochelaga-Maisonneuve devienne «Ho-Ma», un quartier où de nouveaux citoyens et des commerçants «bon chic bon genre» mènent une vie à l'abri de ce qu'ils pourraient qualifier d'«irritants urbains». D'autres y vivent depuis des années et composent avec les différentes réalités qui forment le tissu social du territoire, dont un déplacement important de gens en situation d'itinérance provenant du centre-ville.

Le véhicule de [L'Anonyme](#), un organisme communautaire qui intervient depuis 26 ans en prévention des infections transmises sexuellement et par le sang (ITSS), a commencé à investiguer le quartier Hochelaga-Maisonneuve au milieu des années 2000. D'avril 2014 à mars 2015, 2 872 interventions ont

été effectuées dans ce quartier, soit quatre fois plus qu'en 2011-2012 et 20 fois plus que sept ans auparavant. L'organisme [Dopamine](#), qui travaille dans le quartier notamment auprès de personnes en situation d'itinérance, a doublé le nombre de personnes rencontrées annuellement entre 2008 et 2015.

Le déplacement de cette population itinérante – dû à plusieurs facteurs tels que la répression policière, la revitalisation et l'embourgeoisement – a changé les différentes facettes de l'itinérance dans Hochelaga-Maisonneuve. Cet ancien quartier ouvrier, où la pauvreté était bien présente mais où la solidarité l'était tout autant, a su innover grâce à son réseau communautaire. Des organismes déjà présents ont dû s'adapter rapidement aux phénomènes sociaux émergents.

Le travail du sexe et la toxicomanie

Selon différents acteurs du territoire, une soixantaine de travailleuses du sexe, âgées de 20 à 50 ans, arpentent le trottoir de la rue Sainte-Catherine Est et sollicitent des clients de

L'organisme Dopamine a doublé le nombre de personnes rencontrées annuellement entre 2008 et 2015.



PHOTO CLAUDE MAJEAU



Un endroit insalubre où travail du sexe, consommation et vente de drogues se côtoyaient, le 3911 rue Sainte-Catherine a été transformé par l'Avenue hébergement communautaire en 26 logements sociaux pour jeunes en difficulté.

manière régulière, de jour comme de nuit. La quasi-totalité de ces femmes est en situation d'itinérance. Elles habitent des endroits insalubres, échangent une place au chaud contre des faveurs sexuelles et dorment même parfois directement à l'extérieur.

Ces femmes, souvent dans des situations de grande dangerosité, sont régulièrement victimes d'agressions psychologiques, physiques et sexuelles. Presque quotidiennement, des intervenants psychosociaux du territoire écoutent, dirigent et accompagnent des femmes ayant été agressées d'une quelconque façon dans les heures ou les jours précédents. Dans le quartier, le travail du sexe est majoritairement lié à la toxicomanie.

Le phénomène de la toxicomanie n'est pas nouveau dans Hochelaga-Maisonneuve. Ce qui l'est, c'est la très grande corrélation entre la consommation de drogues – par injection et par inhalation –, l'occupation de l'espace public et la grande complexification du phénomène de l'itinérance, notamment en raison des problèmes de santé mentale.

Ces personnes errent, quêtent, pratiquent le travail du sexe ou d'autres activités pouvant leur permettre d'assurer leur subsistance. La consommation de drogues est dominante voire prioritaire dans leur vie. Leurs besoins de base n'étant pas comblés, elles sont constamment en mode « survie ». Ces hommes et ces femmes déambulent sur les différentes artères, prennent une pause au Tim Hortons, discutent avec des connaissances autour du dépanneur 24 h et se payent une pointe de pizza au p'tit resto du coin. Ils vivent aussi dans des « piaules » ou des piqueries ; des logements servant de lieu pour faire la vente et la consommation de drogues et le travail du sexe.

Services adaptés ou non

Plusieurs fréquentent des organismes qui se sont adaptés en

offrant des services pouvant répondre à leurs besoins : se nourrir, se loger, se vêtir, se laver, se sentir en sécurité, etc. D'autres personnes sont, trop souvent, éloignées des différentes ressources, désorganisées, marginalisées, exclues. Elles sont à la rue. Une halte-chaud a ouvert ses portes dans le quartier à l'hiver 2015-2016. Il s'agit d'un endroit où les gens en situation d'itinérance peuvent se réchauffer lors des nuits les plus froides de l'année.

Cette itinérance amène son lot de problèmes. Ce sont parfois des troubles de santé mentale qui poussent les personnes à la rue. La toxicomanie et l'itinérance contribuent chez certainEs à la fragilisation de leur santé psychologique. S'ajoutent des problèmes de santé physique occasionnés par une hygiène de vie défaillante – mauvaise alimentation, manque de sommeil, dépendances diverses – en plus des ITSS liées aux comportements à risque : relations sexuelles non protégées, partage de matériel d'injection, etc. Bref, ces personnes se sentent seules, isolées, abandonnées par les services du réseau étatique qui, malgré des efforts considérables, sont encore trop peu adaptés à la complexité des besoins des personnes en situation d'itinérance. Le tissu communautaire est très fort dans le quartier, mais il ne peut à lui seul répondre à tous les besoins.

Logements décrépis et hausses de loyer abusives

L'itinérance dans Hochelaga-Maisonneuve ne se résume pas aux personnes qui dorment dans la rue. « *Hochelaga-Maisonneuve subit des hausses de loyer abusives depuis les 15 dernières années* », affirme le coordonnateur d'[Entraide logement Hochelaga-Maisonneuve](#), Guillaume Dostaler. Le phénomène d'embourgeoisement des dernières années a fortement contribué à la hausse du coût des loyers dans le quartier. En 2013, le coût mensuel moyen d'un 3 et demi y était de 561 \$, selon le Rapport



PHOTOS L'AVENUE HÉBERGEMENT COMMUNAUTAIRE ET SAUL ROSALES, RAYSIDE LABOSSIERE

Mercier

L'ITINÉRANCE S'ÉTEND VERS L'EST

Julien Montreuil

Le phénomène de l'itinérance est présent dans le quartier Mercier depuis le début des années 2000, mais de manière plus visible depuis une dizaine d'années. De plus en plus de personnes occupent l'espace public afin de mendier; on peut en compter facilement une vingtaine dans ce quartier délimité par la rue Beaubien et l'arrondissement d'Anjou au nord, le fleuve Saint-Laurent au sud, la rue L'Assomption à l'ouest et la rue Georges V à l'est.

Cette activité sert à combler des besoins de base ou de consommation de drogues. Ces individus se retrouvent, en grande partie, à proximité des commerces et des bouches des différentes stations de métro de la rue Sherbrooke et de la rue Hochelaga, dans la partie est du quartier. Un grand nombre souffre de problèmes de santé mentale, ce qui accentue leur vulnérabilité. Une partie de ces personnes sont de passage; elles proviennent d'autres quartiers, notamment Hochelaga-Maisonneuve, et sont souvent plus jeunes que les autres itinérantEs vivant sur le territoire de Mercier.

Une dizaine de personnes dorment à la belle étoile, principalement durant la saison estivale. Elles se retrouvent dans les parcs, les terrains vagues et les boisés. Aussi, certainEs profitent de l'ouverture des stations de métro pour dormir quelques heures au chaud. Étant donné qu'il n'y a pas de refuge d'urgence dans cette partie de la ville, les personnes ayant besoin d'hébergement sont dirigées vers les quartiers centraux. Souvent, les plus jeunes utilisent d'autres stratégies pour ne pas dormir dans la rue. Ils iront passer la nuit chez des amiEs en alternance sans avoir un endroit stable où aller, ce qu'on appelle la *couchsurfing*. D'autres personnes habitent des logements surpeuplés et insalubres, peu ou pas entretenus par leurs propriétaires.

Le [Groupe d'entraide Mercier-Ouest \(GEMO\)](#), qui travaille en sécurité alimentaire, a noté une augmentation de 30 % de sa fréquentation entre 2014 et 2015. Les deux HLM de type « plan d'ensemble » qui se retrouvent dans ce quartier – La Pépinière et Thomas-Chapais – regroupent près de 500 logements pour des familles et personnes seules à faible revenu¹. Certaines de ces personnes sont très à risque de vivre des périodes d'itinérance, étant donné la précarité de leur situation socio-économique. De plus en plus de personnes seules, de familles travaillant au salaire minimum et de retraités se retrouvent avec un revenu insuffisant pour combler leurs besoins de base.

Julien Montreuil est directeur adjoint de l'Unité d'intervention mobile L'Anonyme.

¹ Annick GERMAIN et Xavier LÉLOUP (2006). Il était une fois dans un HLM.../ http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/d_social_fr/media/documents/Portraitdelinterventioncommnds4HLM.pdf. (Page consultée le 4 décembre 2015).

sur le marché locatif de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Cette situation contribue au phénomène de l'itinérance, ou à tout le moins à celui de l'instabilité résidentielle. Il n'est pas rare de constater qu'un logement abrite un nombre de personnes beaucoup plus élevé qu'il ne le devrait, et ce surpeuplement entraîne des problèmes comme l'insalubrité et l'insécurité.

Bon nombre de logements, particulièrement des maisons de chambres, sont dans un état de décrépitude avancé. Des logements peu ou pas chauffés, insalubres voire dangereux. Certains ont même acquis une « notoriété douteuse ». Le célèbre 3911 rue Sainte-Catherine était connu par les personnes fréquentant la rue, les policiers et les intervenants psychosociaux comme un endroit insalubre où travail du sexe, consommation et vente de drogues se côtoyaient. Mais il s'agit parfois du seul type de logement que ces personnes peuvent se payer.

Le 3911 rue Sainte-Catherine a été acheté par l'[Avenue hébergement communautaire](#), qui l'a transformé en 26 logements sociaux pour des jeunes qui en avaient besoin pour reprendre le contrôle de leur vie. Plusieurs promoteurs sociaux – [Maison Oxygène](#), [CAP St-Barnabé](#), [Réseau Habitation Femmes](#), [SHAPEM](#) et [Old Brewery Mission](#) – ont aussi profité des bas coûts du marché immobilier, qui, bien que très élevés, le sont moins que dans d'autres quartiers montréalais. Entre 2002 et 2015, ils ont développé 265 logements et chambres avec soutien communautaire pour les adultes en situation d'itinérance et pour les jeunes en difficulté, selon les chiffres de [Bâtir son quartier](#). Bien que ces réalisations contribuent à la revitalisation du quartier et à l'amélioration de la qualité de vie de nombreuses personnes, les besoins en logements sociaux sont encore importants.

Julien Montreuil est directeur adjoint de l'Unité d'intervention mobile L'Anonyme.

Une itinérance tolérée, mais pour combien de temps ?

Pierre Gaudreau

Ce n'est pas le premier quartier que l'on nomme pour situer l'itinérance à Montréal; il vient bien après le centre-ville, Centre-Sud et Hochelaga. Et pourtant, « *on y est présent et on y travaille parce qu'on la voit et qu'elle est importante* », souligne Dorothée de Collason, de l'organisme de médiation [Exeko](#). Au-delà de la frénésie commerciale de l'avenue du Mont-Royal, l'itinérance sur le Plateau est diversifiée, un peu différente, plus calme et moins visible qu'ailleurs... mais bien présente.

Action Solidarité Grand Plateau a initié en 2014 une démarche qui a mené à la publication du [Portrait du phénomène de l'itinérance dans le Grand Plateau](#). Cette démarche suivait une réflexion où les organismes du Comité itinérance de cette table de quartier constataient un manque dans la connaissance et la reconnaissance du phénomène dans cet arrondissement, tout en constatant que cette réalité y était présente et en transformation.

La station de métro Mont-Royal sert de halte chaleur improvisée à certains itinérantEs.

Des constats clairs

Les constats du *Portrait de l'itinérance* réalisé sur le Plateau donnent des indicateurs importants, dont certains semblables aux constats des autres quartiers montréalais. Là comme ailleurs, les hommes y sont majoritaires, principalement âgés de plus de 35 ans, francophones particulièrement parmi les personnes de plus de 50 ans. Là comme ailleurs aussi, de nombreuses femmes vivent une itinérance cachée, et il est difficile de détecter leur situation. Des jeunes de moins de 35 ans s'y retrouvent, en mouvement d'un quartier à un autre et parfois d'une ville à une autre. On voit un nombre important et croissant d'Autochtones, particulièrement d'InuitEs, dans les rues du quartier.

Des réalités spécifiques

Le portrait réalisé sur le Plateau et les constats des intervenantEs sur le terrain révèlent qu'un nombre important de personnes en situation d'itinérance sont d'ancienNEs résidentEs du quartier qui, bien qu'aujourd'hui sans domicile fixe, privilégient de continuer à y vivre. Les femmes qui ne souhaitent pas être identifiées comme étant sans-abri ont la possibilité de s'y « *fondre* ». L'activité humaine importante permet de passer relativement inaperçu.

Bien que dynamique et très vivant, le Plateau est perçu comme calme, avec une itinérance moins réprimée par la police, plus acceptée par une partie des citoyenNEs. Ce qui amène les résidentEs qui en sont excluEs par la surenchère du marché immobilier à vouloir essayer d'y vivre, même sans toit. Cette relative tranquillité amène aussi des personnes en situation d'itinérance à vouloir s'y poser.

Sur un Plateau d'argent

Ce n'est pas d'hier que le Plateau change, s'embourgeoise. Il y a 30 ans, on y dénonçait la « *petite-bourgeoisie décapante* » qui, souvent après y avoir loué des logements pas chers comme étudiantEs, y achetait une demeure pour la rénover, trop souvent en évitant les locataires présents.

Et ce n'est pas d'hier qu'on voit des sans-abri sur le Plateau. À sa limite sud, au square Saint-Louis, les « *robineux* » faisaient partie du paysage, comme des dizaines de maisons de chambres, aujourd'hui disparues, transformées en bureaux, en condos ou en grands logements.

La pression extraordinaire que subit le droit au logement dans ce quartier, avec ces transformations et les hausses du coût des propriétés et des loyers, entraîne un délogement important des plus démunis et une augmentation



PHOTO CLAUDE MAJEAU



L'itinérance sur le Plateau est diversifiée et moins visible qu'ailleurs... mais bien présente.

significative du risque d'itinérance. Le manque d'accès au logement n'est pas la seule cause d'itinérance, mais il y contribue.

Peu de ressources

Contrairement à ce qu'on entend au centre-ville, ce n'est pas la présence de ressources qui attire les personnes en situation d'itinérance sur le Plateau. Aucun refuge ou ressource d'hébergement pour hommes et aucune des huit Auberges du Cœur pour jeunes en difficulté à Montréal n'y a pignon sur rue. La situation est plus avantageuse pour les femmes, en raison de la présence du [Chainon](#) et celle de l'Auberge Madeleine, qui vient de s'y réinstaller.

Certaines ressources y sont cependant à pied d'œuvre. [Plein milieu](#), un organisme en prévention des ITSSS, fait un travail sur le terrain auprès des toxicomanes. Dans un nombre grandissant de lieux, incluant des petites rues, l'organisme voit de plus en plus de personnes sans toit, « qui viennent trouver un peu de répit, faire un pas de recul dans un endroit plus calme que le centre-ville », affirme Anne Lalumière, travailleuse de rue à Plein milieu. *On parle d'au moins 100 personnes qu'on voit dans la rue. Une population vieillissante. Des gens qu'on retrouve derrière des conteneurs, dans les entrées d'immeubles, sur le bord de la voie ferrée juxtant Rosemont.*

Ces personnes sont plus visibles et plus nombreuses l'été et vont, l'hiver venu, s'entasser dans des maisons de chambres et des logements suroccupés. Certains continuent, toutefois, à survivre dans la rue, avec des conséquences graves. « On rencontre beaucoup d'hommes qui ont des problèmes de pied importants, des infections qui menacent leur santé », déplore Anne Lalumière.

Au seuil de la rue

Les jeunes se retrouvent sur le Plateau « parce que c'est possible de s'y fondre, et parce qu'on y retrouve une

assez bonne tolérance à la marginalité, à la quête. Les réalités y sont moins dures », précise Michelle Duchesne, directrice de [Diners St-Louis](#). Cet organisme pour jeunes en difficulté est une autre des ressources présentes dans le quartier. Elle compte un centre de soir, rue Saint-Denis, et un centre de jour, dans l'est du quartier. Les jeunes qu'on y retrouve sont surtout à risque d'itinérance ou en itinérance situationnelle, par exemple à la suite d'une mauvaise passe après le départ de chez les parents, ou d'une cohabitation qui se termine mal.

L'organisme offre des repas à bas prix à une soixantaine de jeunes en moyenne. « Nos jeunes ne sont pas chez nous par hasard. Ils ont vécu toutes sortes de difficultés et ont encore de grandes difficultés, une très faible scolarité – un secondaire 3 en moyenne –, et souvent des problèmes de santé mentale et de toxicomanie », souligne Michelle Duchesne. *L'aide qu'on leur donne leur permet d'éviter de se retrouver ou de s'enfoncer dans la rue.*

Par sa mission, cet organisme démontre bien l'importance du travail de prévention. Il montre aussi le mince fil qui sépare la précarité résidentielle de l'itinérance.

Au point de bascule ?

Au regard de la dynamique de ce quartier, tant les auteurs du *Portrait de l'itinérance sur le Plateau* que plusieurs intervenantEs se demandent comment l'itinérance continuera à s'y vivre. Avec des politiques structurelles des gouvernements qui sont loin de mettre fin au phénomène, la dynamique locale est à la croisée des chemins.

Le quartier, parce qu'on y a vécu ou parce qu'on y est bien, attire et retient un nombre important de personnes en situation d'itinérance. Cette présence suscite maintenant un nombre grandissant de plaintes et la situation risque de persister en raison du manque de logements accessibles aux plus démunis.

Pierre Gaudreau est coordonnateur du RAPSIM.

L'instabilité résidentielle et l'itinérance montent vers le nord

Richard Bousquet

« Une centaine de personnes quêtent sur les rues commerciales ou près des stations de métro de Rosemont-La Petite-Patrie », affirme Liette Beaulieu. Durant cinq ans, Mme Beaulieu a connu des hauts et des bas, elle a fait une dépression, elle a consommé. Après trois rechutes, elle a abouti au [Comité logement Rosemont](#) et s'est impliquée dans le projet Loggia Pélican, une résidence de logements sociaux pour personnes de 50 ans et plus dans le nouveau développement de la rue Molson.

Francis, itinérant depuis sept ans, couche occasionnellement dans l'appartement de son frère.

« Les gens qui quêtent ne sont pas nécessairement à la rue et ils sont plus nombreux la dernière semaine du mois parce qu'ils n'arrivent pas financièrement », ajoute-t-elle. Une situation qui s'explique par le fait que 2 735 ménages locataires, soit environ 8 % de la population de l'arrondissement, consacraient plus de 80 % de leurs revenus

au loyer en 2011, une hausse de 19 % par rapport à 2006, selon le Dossier noir sur le logement et la pauvreté dans Rosemont. Près d'une personne sur deux a déménagé entre 2006 et 2011 et pas forcément pour le mieux, compte tenu que 10 % des logements nécessitaient des réparations majeures en 2011, selon les données de la Ville de Montréal. En 2014, près de 1 900 ménages étaient en attente d'un logement social, selon les listes de l'Office municipal d'habitation de Montréal.

Toutes ces personnes ne se retrouveront pas nécessairement à la rue, mais certaines sont à risque d'itinérance en raison de leur situation précaire. L'équipe de soutien aux urgences psychosociales (ESUP), composée d'agents du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et d'intervenants sociaux, est souvent appelée par les postes de quartier de Rosemont-La Petite-Patrie pour certaines



PHOTO ALAIN DÉCARIE

personnes en situation de vulnérabilité. Aussi, près d'une trentaine de personnes en situation d'itinérance sont connues des agents de police sociocommunautaires de ces secteurs.

Pour rejoindre les itinérantEs de Villeray

Ex-alcoolique et flambeur compulsif, Jean-René Bernier a décidé de se prendre en main et pour occuper son temps, il s'est mis à faire des lunchs pour les itinérants de Villeray. Plusieurs commerçants, dont Première Moisson, se sont joints à lui. Il distribue des sandwichs tous les mercredis et organise des dîners à l'occasion au café Mystérium, un autre partenaire. Des personnes en situation d'itinérance, il en a recensé une vingtaine; au parc Jarry, au marché Jean-Talon, près de la voie ferrée ou dans des cages d'escalier d'immeubles au nord du quartier, des jeunes et des vieux, avec souvent des problèmes de santé mentale et de consommation de drogues. Certains avaient des enfants et ils ont tout perdu. « *Ils ne vont pas dans les banques alimentaires, mal adaptées pour eux, et sont souvent plusieurs jours sans manger* », réalise-t-il.

David Lalonde intervient dans Villeray pour [Pact de rue](#), un organisme venant en aide aux jeunes personnes de toutes origines âgées de 12 à 25 ans vivant des situations problématiques. Il ne conteste pas le nombre de personnes en situation d'itinérance avancé par M. Bernier, mais souligne qu'il est difficile de les recenser parce qu'elles sont

en mouvement, se déplaçant dans les quartiers voisins pour ne pas trop attirer l'attention.

Jean-René Bernier est en communication avec une trentaine d'autres personnes en situation d'instabilité résidentielle. « *Certains quêtent depuis des années aux bouches des métros, devant le Jean Coutu et la SAQ, constate M. Bernier. Il y en a un qui est interdit au métro Jarry.*

L'Équipe mobile de référence et d'intervention en itinérance (ÉMRII) du SPVM le ramène souvent au centre-ville. Il prend le métro et revient dans Villeray parce que c'est son coin. »

L'ÉMRII fait le suivi d'une quinzaine de personnes en situation d'itinérance dans les quartiers Rosemont, Petite-Patrie et Villeray.

Jean-René Bernier est aussi en lien avec une intervenante de Plein milieu, un organisme œuvrant auprès des jeunes et des personnes qui utilisent des drogues ou qui sont en situation d'itinérance. « *Mais ça prendrait, dans Villeray, une ressource d'hébergement pour itinérants comme dans le bas de la ville* », souhaite-t-il.

Richard Bousquet est journaliste spécialisé en itinérance.



PHOTO CLAUDE MAJEAU

Liette Beaulieu a connu la rue de près.

Donald dort depuis plusieurs mois entre deux immeubles derrière ce conteneur.



PHOTO ALAIN DÉCARIE

Des fugues révélatrices d'un mal-être

Bernard Saint-Jacques

On associe l'itinérance des mineurEs aux épisodes de fugues causés par le désir de vivre de nouvelles expériences, un mal-être lié à la cellule familiale ou encore à la dure réalité des centres jeunesse. Néanmoins, il ne serait pas vraiment question d'itinérance au premier abord quand on parle de l'expérience de ces jeunes. « On parle plutôt d'un parcours et du développement d'un mode de survie que d'itinérance, lance Manon Harvey, directrice d'En Marge 12-17, un organisme d'hébergement qui accueille ces jeunes. D'ailleurs, ceux qui se présentent chez nous en sont rarement à leur première fuite. »

Lors d'un [colloque tenu sur le phénomène des jeunes](#)¹, on identifiait quatre types d'implication dans la rue : l'observation, l'expérimentation, l'intégration et l'ancrage. C'est au terme de ces quatre étapes, après plusieurs fugues et un degré élevé de marginalisation, qu'on pourra parler davantage de situation d'itinérance. Dans une [étude réalisée en 2012](#), la chercheuse Sylvie Hamel affirme qu'« à l'errance s'associe une certaine passivité qui de prime abord ne caractérise pas la nécessité du geste que posent les jeunes fugueurs ».²

La majorité des fugues sont assez courtes. Les premières peuvent être de moins de 72 heures, les plus longues

peuvent aller jusqu'à deux ou trois semaines. RecherchéEs, ces adolescentEs se font pincer par la police dans un parc. Sinon, l'ado décide de donner signe de vie dans une ressource, ou décide de rentrer car ça ne se passe pas comme prévu et la lune de miel s'est terminée. « Les jeunes finissent par se faire peur eux-mêmes », souligne Caroline Dufour, directrice des services aux jeunes à [Dans la rue](#). Les fugues peuvent être révélatrices de ce qui se passe dans le lieu de résidence et la perception d'un désir de liberté masque souvent un sentiment d'abandon et de la violence.

À chaque nouvel épisode de fuite s'ajoutent de nouveaux risques. L'un des premiers est cette attraction pour les milieux criminogènes, notamment en matière de stupéfiants et de réseaux de prostitution. Certains jeunes sont parfois attendus à la sortie des écoles, d'autres sont approchés dans la rue.

Les séjours dans la rue s'accompagnent de différentes stratégies de survie, qui passent par la mendicité ou encore la prostitution. D'ailleurs, le degré d'ancrage de la personne dans la rue peut parfois s'appuyer sur les moyens de subsistance utilisés, ceux-ci remplaçant parfois l'aide de dernier recours qu'elle ne peut recevoir en raison de son âge.

Les filles représentent près de la moitié des jeunes en hébergement dépannage à En Marge 12-17.

Une certaine invisibilisation

On ne peut parler d'une baisse du nombre de fugues mais pourtant, les organismes peinent à retrouver les jeunes dans la rue. Des répondantEs à l'enquête réalisée par Sylvie Hamel pour étudier cette invisibilisation progressive indiquent que « les jeunes qui fréquentent la rue ne s'identifient plus comme avant à certains groupes spécifiques mais se conforment de plus en plus à la règle du chacun pour soi ».

« La répression et l'embourgeoisement ont atténué les réseaux, formels et informels, qui permettaient de diriger les jeunes plus fragilisés vers nos ressources ou vers le réseau institutionnel », déplore Manon Harvey. L'éparpillement des jeunes fait aussi partie des réponses à cette difficulté de rejoindre les mineurEs de la rue. « L'évolution du phénomène des jeunes mineurEs, notamment en ce qui a trait à la prostitution juvénile, suit d'une certaine façon l'évolution de la



PHOTO ALAIN DÉCARIE

jeunesse d'aujourd'hui, avec le recours aux réseaux sociaux, et elle s'installe ailleurs que dans le Centre-Sud et le centre-ville », constate Ugo Fiorito, travailleur de rue au Projet d'intervention auprès des mineurEs prostituéEs.

Changement de rapport avec les institutions

L'évolution se fait aussi sentir dans le rapport des jeunes avec les institutions, une importante proportion des jeunes fugueurs provenant encore des centres jeunesse (CJ). Des changements apportés à la Loi sur la protection de la jeunesse, en 2006, ciblaient notamment les mesures de protection, les CJ ne pouvant plus embarrer les jeunes. Si ces modifications n'ont pas vraiment eu pour effet d'augmenter le nombre de fugues, elles ont, à tout le moins, encouragé un plus grand arrimage entre les ressources et une intervention différente, notamment en remettant la famille au cœur des enjeux. Toutefois, tant pour l'institutionnel que pour le communautaire, l'intervention policière n'est plus ce qu'elle était, pour des raisons budgétaires et organisationnelles. « Avant, on avait des policiers qui étaient dédiés à ces jeunes, ce qu'on n'a plus aujourd'hui, et ce qui nous oblige à toujours recommencer à expliquer le phénomène de la fugue, comme les motivations potentielles des mineurEs de la rue », indique Caroline Dufour.

La fréquentation des ressources communautaires demeure relativement stable. En Marge 12-17 a accueilli 193 mineurEs différentEs en hébergement dépannage et court terme en 2014-2015, et 74 % des jeunes reçuEs en hébergement dépannage étaient âgéEs de 15 ou 16 ans³. La même année, 239 jeunes de moins de 18 ans ont fréquenté le Bunker, refuge pour jeunes mineurEs de Dans la rue, contre 221 cinq ans plus tôt. La moyenne d'âge demeure stable, soit 16 ans et demi⁴. Les filles représentent le tiers des jeunes qui fréquentent le Bunker et elles continuent de représenter près de la moitié des jeunes en hébergement dépannage à En Marge 12-17.

Un bonheur chèrement payé

Pour des ressources comme En Marge 12-17 et Dans la rue, le lien avec la famille, même modeste et éclectique, est probablement la première chose qui permet aux jeunes mineurEs de s'en sortir. Le ou les épisodes dans la rue de ces jeunes peuvent donc constituer une étape obligée, un moyen de se raccrocher et même de s'exprimer, en autant qu'on les retrouve. « Certains expliquent que cette



expérience aurait contribué en définitive à les rendre plus forts et plus heureux dans leur vie actuelle, bien qu'il s'agisse d'un bonheur chèrement payé et que personne ne mérite en fait d'emprunter un tel chemin pour faire entendre son point de vue », précise Sylvie Hamel.

Bernard Saint-Jacques est organisateur communautaire au RAPSIM.

1 Annie Dion et Isabelle Picard, *Les jeunes de la rue : Qui sont ils ? Qui sont-elles ? Leurs situations ?*, Acte du forum Droit et libertés : que signifient les droits et libertés pour les jeunes de la rue, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, Février 2000.

2 Sylvie Hamel, *Rejoindre les mineurs en fugue dans la rue - Une responsabilité commune en protection de l'enfance*, projet de recherche, UQTR, 2012, p.8.

3 En Marge 12-17, *Rapport annuel 2014-2015*.

4 Dans la rue, *Rapport annuel 2014-2015*.

Enjeux de définitions, de dispersion et d'invisibilisation

France Labelle

La catégorie des jeunes de 18 à 30 ans se retrouvant sans abri à un moment ou un autre est désignée de différentes manières depuis les années 1980.

Le terme « jeunes de la rue » implique une notion de territoire, de leur occupation de l'espace public ou privé et de leur visibilité. Or, ce que l'on constate depuis quelques années, c'est le démantèlement des regroupements et la dispersion de ces jeunes dont la simple présence était jugée dérangeante. Ces jeunes ont fait l'objet d'interventions policières et de changements de réglementation, notamment dans les parcs.

Au centre de jour de l'organisme Dans la rue, les jeunes peuvent développer leurs talents artistiques ou réparer leur planche à roulette.

Nous constatons que les jeunes fréquentant les ressources ne sont plus regroupés. Ils proviennent d'autres quartiers, d'autres villes, d'autres provinces (5 %) et d'autres pays (20 %).

Jeunes marginaux

La marginalité réfère à l'appartenance à certains courants idéologiques et sociaux tels que les punks et les anarchistes, que l'on retrouvait davantage dans les années 1980-1990.

On réfère aussi à l'apparence physique, les tenues vestimentaires, les perçages, les tatouages... Ces jeunes sont souvent accompagnés de leur chien. Ceux qui pratiquent le lavage de pare-brise, les *squeegees*, sont aussi souvent qualifiés de jeunes marginaux.

Plus visibles dans l'espace public, ils sont davantage l'objet de profilage de la part des autorités policières.

Jeunes excluEs

Le terme « jeunes excluEs » fait référence à des personnes exclues des réseaux traditionnels d'aide : la famille,



PHOTO ALAIN DÉCARIE

l'école, les centres jeunesse, les lieux de travail ou d'insertion professionnelle, puis des lieux de socialisation tels que les parcs et la rue...

Les statistiques du [Refuge des jeunes de Montréal](#), assez semblables à celles du Regroupement des Auberges du Cœur, démontrent que de 40 à 50 % des jeunes accueilliEs en refuge ou en maison d'hébergement ont été prisEs en charge à un moment ou à un autre par la Protection de la jeunesse. Ainsi, unE jeune sur deux a connu un placement contraint en centre jeunesse ou en famille d'accueil. Bon nombre de jeunes accueilliEs (unE sur deux) ont vécu des difficultés importantes au sein de leur famille.

Jeunes désengagés

« Une population de jeunes caractérisée par l'abandon des études et l'absence de qualification en termes de diplômes escomptés, un appel récurrent à des dispositifs particuliers d'insertion et des difficultés répétées d'insertion professionnelle. » (Vultur, 2008).

On note qu'en moyenne, le niveau de scolarité le plus élevé de ces jeunes est la troisième secondaire. Nous relevons beaucoup d'analphabétisme fonctionnel. Ces jeunes sont aussi très peu nombreux à avoir occupé un emploi stable.

Jeunes en difficulté

On réfère ici à des problèmes personnels comme la toxicomanie, la maladie physique ou mentale, les troubles de comportements, la criminalité liée au mode de survie ou aux dépendances...

À cet effet, les statistiques révèlent qu'au fil des ans, près de 75 % des jeunes se retrouvant à la rue ou en refuge d'urgence présentent des



PHOTO ALAIN DÉCARIE

dépendances et qu'autour de 35 % vivent une détresse psychologique importante. Par ailleurs, en moyenne 35 % (sur cinq ans) ont connu des démêlés judiciaires.

Jeunes sans domicile fixe

Ce terme traduit la mobilité de cette catégorie de jeunes et la précarité de leur situation. Même si leur pauvreté ne les mène pas toujours à l'itinérance, elle est un fil conduc-

voitures, *couchsurfing*, hôtels, motels, saunas et refuges d'urgence, voilà la trame de fond de l'itinérance.

De nombreux jeunes vivant dans une grande précarité, à un pas de la rue, fréquentent nos centres de jour et de soir, nos unités mobiles – Refuge des jeunes, Dans la rue, Dîner St-Louis, Ketch Café, L'Anonyme – pour s'habiller, manger, venir chercher leur courrier, faire leur lavage, chercher du

Un jeune discute avec Maude Pellerin, intervenante à Dans la rue.

DE 40 À 50 % DES JEUNES ACCUEILLIes EN REFUGE OU EN MAISON D'HÉBERGEMENT ONT ÉTÉ PRISEs EN CHARGE À UN MOMENT OU À UN AUTRE PAR LA DIRECTION DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.

teur, à plus forte raison lorsqu'elle est associée à une faible scolarisation, un marché de l'emploi de plus en plus spécialisé et des difficultés personnelles. Il leur est aussi difficile d'avoir accès à un logement abordable, sans compter l'absence de références ou la discrimination dont ces jeunes font l'objet. La débrouillardise est requise : colocation, hébergement précaire, souvent dans des appartements insalubres voire dangereux. Passages à la rue, nuit dans les

dépannage alimentaire, recevoir de l'aide pour l'obtention d'un chèque d'aide sociale, du matériel de prévention, etc. La moitié des jeunes qui se présentent au Refuge des jeunes, sur 650 en moyenne par année, n'ont aucun revenu à leur arrivée et très souvent aucun vêtement de rechange. La pauvreté est au cœur de la question.

France Labelle est directrice générale du Refuge des jeunes de Montréal.

Changer notre regard sur l'itinérance

Anne Bonnefont

Vulnérables et vivant en marge de la société, les personnes en situation d'itinérance sont l'objet de beaucoup de stéréotypes et de préjugés qui ne sont jamais anodins. Ces préjugés ont des conséquences sur la compréhension et l'appréhension que nous avons de la réalité vécue par ces personnes. Méconnaître une situation et véhiculer des informations erronées ou partielles contribuent au fait que les solutions appropriées ne soient pas mises en place pour répondre aux besoins réels de ces personnes.

Les préjugés ont aussi des conséquences sur notre possibilité d'empathie; ils introduisent une distance vis-à-vis des personnes et une forme de déshumanisation. Ce processus alimente la discrimination envers les personnes en situation précaire et exclues de notre société.

Pour lutter contre l'itinérance, il faut sensibiliser toute la population à cette réalité. Les personnes qui se sentent concernées ont en effet plus de chances de vouloir s'impliquer et agir. L'accès à une meilleure information est souvent le premier pas vers l'action et la mobilisation.

Les itinérantEs vivent dans la rue

On pense souvent qu'être sans abri, c'est être à la rue, dormir dehors ou dans les refuges. C'est effectivement le cas pour une partie des personnes en situation d'itinérance, les plus visibles, souvent rangées dans la catégorie des « itinérants chroniques ». Or, quatre itinérants sur cinq ne vivent pas dans la rue, selon l'organisme Raising the Roof. De nombreuses personnes itinérantes ne sont pas dans la rue mais font du *couchsurfing*, vivent dans un logement suroccupé (à huit personnes dans un trois et demi, par exemple), parfois dans leur voiture, changent de nombreuses fois d'appartement dans l'année... Ces réalités diverses sont aussi des situations d'itinérance, ou à grand risque de le devenir, car ces personnes vivent dans l'instabilité résidentielle et la grande précarité.

Les itinérants sont des hommes

L'image du clochard dans la rue a la vie dure dans l'imaginaire collectif, et en partie avec raison car l'itinérance a d'abord concerné les hommes. Cependant, le nombre de femmes augmente considérablement depuis des années, même si les hommes restent majoritaires. L'itinérance au féminin est désormais une réalité forte, mais méconnue car beaucoup moins visible. La plupart des femmes itinérantes font tout pour éviter la rue, quitte à se mettre en danger dans des relations toxiques avec des conjoints violents ou à dormir sur le divan des autres. Elles frappent à la porte des organismes quand elles ont épuisé toutes leurs ressources personnelles.

Un problème de santé mentale

Il est vrai que les problèmes de santé mentale touchent une partie importante de la population itinérante, que des personnes se retrouvent sans abri du fait de leur maladie alors que d'autres ont développé des troubles en raison de la difficulté et du stress engendrés par la vie dans la rue. Mais il serait faux de réduire l'itinérance à une problématique de santé mentale. Si les services nécessaires en santé mentale doivent être développés ou consolidés, les problèmes de santé physique sont souvent tout aussi présents et importants. Les personnes itinérantes vieillissent prématurément et développent des problèmes de santé et des maladies généralement

contractées à un âge plus avancé dans le reste de la population.

Vivre dans la rue est un choix

Les parcours de vie des personnes en situation d'itinérance montrent bien l'imbrication de causes personnelles – perte d'un proche, d'un emploi ou d'un logement, violence, agressions, problèmes de santé mentale ou de dépendances, rejet de la famille... – et de causes sociales comme la pénurie de logements abordables, le niveau de chômage, la pauvreté, le désengagement de l'État dans les programmes sociaux. Les causes sont multiples, les profils et les histoires des personnes le sont tout autant. Aboutir dans la rue n'est pas un choix. C'est faire l'expérience de l'exclusion et de la plus grande précarité qui soit. C'est mettre en danger sa santé mentale et physique, mais aussi sa sécurité, et être l'objet de stigmatisation et de rejet. Même si quelques personnes itinérantes, notamment des jeunes, mettent parfois de l'avant qu'elles ont choisi cette vie, est-ce réellement le cas ? Pour qu'une personne en arrive à choisir la rue, c'est un signe évident que ça ne va pas bien du tout. Choisir la rue plutôt que continuer à vivre une situation d'agression ou de violence, c'est peut-être un choix de la personne, mais ses options sont alors tellement limitées que la notion de « choix » est invalidée.

L'hiver, c'est pire

Si l'hiver est la pire saison pour les personnes itinérantes en raison des risques majeurs liés au froid, l'été est aussi une saison difficile. En effet, les fortes chaleurs de l'été sont problématiques à cause des risques de déshydratation, une menace bien réelle pour les itinérants. L'été pose aussi plus de problèmes de sécurité pour les femmes itinérantes. En somme, l'itinérance est difficile à vivre tout au long de l'année.



PHOTO CLAUDE MAJEAU

Les itinérantEs ne veulent pas travailler

Au contraire, les personnes itinérantes sont souvent très désireuses de se mettre en action, de gagner leur vie, d'améliorer leur revenu et leurs conditions de vie, et regagner ainsi une certaine estime d'elles-mêmes. Cependant, de nombreux obstacles se posent pour leur retour à l'emploi. Le principal défi concerne souvent leur faible niveau de scolarité, qui les handicape fortement. L'autre obstacle majeur est d'ordre financier et logistique : trouver un emploi nécessite l'impression de CV, l'accès à internet, mais aussi les moyens de se déplacer aux entrevues. Enfin, il faut être capable physiquement et mentalement d'effectuer ce type de démarche. Or

vivre en situation d'itinérance marque durement le corps et l'esprit. Nombre de personnes n'auront jamais la capacité d'occuper un emploi à temps plein, mais elles pourront s'insérer socialement en accédant à des emplois mieux adaptés à leur situation, plus flexibles, ou encore en pratiquant une activité bénévole. Offrir aux personnes itinérantes des programmes d'insertion sociale et professionnelle qui correspondent à leurs capacités et réalités est souvent couronné de succès.

On vit bien sur l'aide sociale

En 2013, le revenu disponible des personnes seules, sans contraintes à l'emploi, qui recevaient une aide financière de dernier recours atteignait

à peine 49 % du seuil établi par la mesure du panier de consommation (MPC)¹. Autrement dit, ces personnes bénéficiaient de la moitié du revenu nécessaire pour couvrir les biens et services essentiels comme la nourriture, les vêtements, le logement, le transport... La prestation de base mensuelle d'aide sociale est de 623 dollars. Comment louer un logement et se nourrir correctement à Montréal avec un tel montant ? Comment survivre avec si peu ? Un si faible niveau de revenu a pour effet de maintenir les personnes itinérantes dans leur situation, mais aussi d'augmenter le risque des personnes les plus vulnérables de basculer dans l'itinérance.

Anne Bonnefont est organisatrice communautaire au RAPSIM.

L'insertion sociale des personnes permet souvent de prévenir l'itinérance.

¹ CENTRE D'ÉTUDE SUR LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION. La pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociale au Québec : état de situation 2013, [En ligne], Québec, Direction des communications, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, 2014, p. 1. [http://www.cepe.gouv.qc.ca/publications/pdf/cepe_etat_situation_2013.pdf].

Une approche globale essentielle pour faire face à l'itinérance

Pierre Gaudreau

Comme le démontre cette publication, l'itinérance se vit aujourd'hui à Montréal de façons très variées. On note beaucoup de différences, mais aussi de ressemblances dans les causes qui ont mené à l'itinérance ou au seuil de la rue, ainsi que dans les conditions de vie des personnes itinérantes.

Que ce soit sur une base chronique, cyclique ou situationnelle, les hommes, les femmes, les jeunes, les personnes âgées, les Autochtones, les immigrantEs et les réfugiéEs en situation d'itinérance ont tous besoin d'un toit.

Plus de 140 personnes ont participé à un grand forum Pauvreté et itinérance organisé par le RAPSIM le 26 janvier 2016. Les participantEs ont demandé des investissements importants pour lutter contre la pauvreté et ainsi prévenir et réduire l'itinérance.

Les réponses à apporter pour réduire leur nombre sont multiples. L'intervention en matière de logement est centrale et essentielle, tout comme les actions à mener contre la pauvreté, pour la réinsertion sociale, la consolidation et le développement des services de santé et des services sociaux.

Cette approche globale s'est articulée au Québec en 2006, avec la demande d'une politique en itinérance à laquelle s'est rallié tout le milieu ; organismes communautaires, institutions, villes et partis politiques. L'adoption de la *Politique nationale de lutte contre l'itinérance*, en février 2014, est l'aboutissement de leurs démarches.

Cette politique, sous-titrée *Ensemble pour éviter la rue et en sortir*, reconnaît que l'itinérance est une absence de droits et interpelle une dizaine de ministères pour intervenir sur cinq différents axes : le logement, les services de santé et les services sociaux, le revenu, l'éducation et l'insertion sociale et socioprofessionnelle, ainsi que la cohabitation et la judiciarisation.

L'inaction du gouvernement

Depuis l'adoption de cette politique, le gouvernement du Québec a mis en œuvre très peu d'actions

concrètes. Les deux budgets adoptés par le gouvernement Couillard, avec son approche d'austérité sélective, ont au contraire entraîné des coupes dans des actions prévues tant par la politique adoptée sous

le gouvernement Marois que dans le [Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020](#) adopté par son propre gouvernement.

Des modifications appliquées à l'aide sociale ont réduit l'accès aux centres de traitement en toxicomanie. Des compressions aux programmes de réinsertion ont diminué le nombre de personnes pouvant en bénéficier, particulièrement celles ayant des contraintes au travail, et le projet de



PHOTO CLAUDE MAJEAU

loi 70 prévoit contraindre les nouveaux prestataires à des démarches vers l'emploi, sous la menace d'un appauvrissement majeur.

Le nombre de nouveaux logements sociaux a été réduit à 3 000, puis à 1 500 par an, pour tout le Québec, et l'avenir de cette mesure, qui a pourtant fait ses preuves pour contrer l'itinérance, est incertain.

Les coupes en santé et services sociaux réduisent, de façon globale, la qualité et l'accès aux services, ce qui frappe encore plus les personnes en situation ou à risque d'itinérance. En éducation, l'aide aux élèves en difficulté – une action pourtant prévue dans le plan gouvernemental en itinérance – subit des compressions majeures qui auront des impacts négatifs importants.

Changer de cap

À la mi-mandat, le gouvernement Couillard ralentira peut-être un peu son approche d'austérité. Pour lutter contre l'itinérance, il doit changer de cap, adopter des budgets et des mesures qui permettront de faire vivre le plan d'action en itinérance, de sortir des gens de la rue et d'éviter que d'autres s'y retrouvent.

Une approche globale axée sur la prévention et la réduction de l'itinérance doit se concrétiser dans les prochains budgets par des investissements majeurs, notamment dans :

- la lutte à la pauvreté, par un rehaussement des prestations, des revenus de travail admissibles et des programmes de réinsertion ;
- la construction de logements sociaux, avec des budgets accrus

pour leur réalisation et le soutien communautaire ;

- l'accès aux services de santé, physique et mentale, ainsi qu'aux services sociaux ;
- l'accès à l'éducation, et un soutien adéquat aux élèves en difficulté.

Ottawa doit jouer son rôle

Le gouvernement fédéral a aussi un rôle majeur à jouer pour faire reculer l'itinérance, notamment en adoptant des mesures contre la pauvreté et pour un meilleur partage de la richesse et en soutenant le développement de logements sociaux.

Pour contrer spécifiquement l'itinérance, le gouvernement fédéral doit accroître le budget de son programme de Stratégie de partenariats de lutte contre l'itinérance et rétablir son approche globale. Il pourra ainsi soutenir une diversité d'actions visant à prévenir et à réduire l'itinérance, contribuer au financement d'immobilisations, développer des logements sociaux et des installations pour les organismes.

Montréal doit avoir plus de moyens

Active depuis des décennies dans la lutte contre l'itinérance, Montréal a, avec l'arrivée du maire Coderre, monter la barre en se dotant d'un [plan d'action visant la construction de plus de 1 000 logements pour sans-abri d'ici 2017, la création d'un poste de protecteur des itinérants, un appui aux services d'injection supervisée](#), etc.

Mais avec les décisions du gouvernement du Québec, Montréal se retrouve avec des moyens réduits face à une population itinérante grandissante et encore plus démunie. Montréal n'a jamais eu aussi peu de moyens pour développer le logement social en 20 ans. Le budget ne permettra finalement que la construction de 550 unités pour tous types de populations en 2016, et la part du budget de Québec pour cette action n'aura jamais été aussi faible. Seuls 10 % sont prévus pour les sans-abri, soit 55 logements. On est loin des 1 000 logements initialement prévus pour 2017. Pas de quoi mettre fin à l'itinérance...

Pierre Gaudreau est coordonnateur du RAPSIM.



